



## COMMUNIQUE SNPI-FSU 28 avril 2018

Le SNPI-FSU, syndicat national des personnels d'inspection, défend depuis longtemps que la qualité du service public d'éducation doit être améliorée par l'accompagnement et la formation des enseignants.

Toute autre est la stratégie choisie par le ministre.

Insistant sur un supposé manque de cadre, il fait le choix de défendre la mise au pas méthodologique des enseignants comme le vecteur essentiel de la réussite des élèves. Ce choix s'appuie sur des représentations volontairement simplistes laissant penser à l'existence d'une vérité scientifique unique et de preuves méthodologiques irréfutables.

Par l'exercice de leurs missions quotidiennes, les inspecteurs savent que la réalité est loin d'être aussi simple. Ils ont maintes fois constaté que l'imposition méthodologique ne permettait en rien l'amélioration réelle des pratiques enseignantes. Le travail pédagogique et didactique ne peut se résumer à l'application de consignes, il demande l'exercice de compétences élaborées qui se construisent par une formation initiale et continue qui fait aujourd'hui largement défaut.

Notre institution scolaire a patiemment construit la nécessité de la liberté pédagogique. Cette liberté ne nie en rien la légitimité d'une politique nationale mais elle ne permet pas que la doxa d'un ministre se substitue à l'expertise professionnelle des enseignants. La définition des finalités est politique mais leur mise en œuvre ne peut faire l'économie d'une élaboration professionnelle responsable mais libre.

C'est pourquoi le SNPI-FSU rappelle que le travail des inspecteurs ne peut être confondu avec le contrôle de l'application de consignes méthodologiques. Et c'est dans la mise en œuvre de leurs missions d'accompagnement, d'inspection, d'évaluation et de formation qu'ils entendent contribuer, par l'échange et le dialogue, à l'amélioration des pratiques professionnelles nécessaire à la démocratisation de la réussite scolaire.